



**PRÉFET  
DE LA SARTHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Coordination  
des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial**  
Bureau de l'environnement et de l'utilité  
publique

**Direction Régionale de  
l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement  
des Pays de la Loire**  
Unité interdépartementale Anjou-Maine

**Arrêté n°DCPPAT 2021-0171 du**

**23 AOUT 2021**

**Transfert d'autorisation environnementale**

**SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES DE VOUTRÉ, « Les Buttes » et « La Fassièrre », 72390 DOLLON**

**Arrêté préfectoral complémentaire modifiant l'arrêté préfectoral n° 04-3150 du 6 juillet 2004  
autorisant la société LIGÉRIENNE GRANULATS à exploiter une carrière sur le territoire de la  
commune de DOLLON aux lieux-dits « Les Buttes » et « La Fassièrre »**

Le Préfet de la Sarthe  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**VU** le titre Ier du livre V du code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45 et R. 516-1 ;

**VU** l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

**VU** l'arrêté ministériel modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

**VU** l'arrêté ministériel modifié du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 04-3150 du 06 juillet 2004 autorisant la société LIGÉRIENNE GRANULATS à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de DOLLON aux lieux-dits « Les Buttes » et « La Fassièrre » ;

**VU** l'attestation de bénéfice du droit d'antériorité délivrée le 1<sup>er</sup> juillet 2015 au titre des rubriques n°2515-1-b et n°2517-3 de la nomenclature des installations classées ;

**VU** la demande de transfert d'autorisation environnementale portée à la connaissance du préfet par la SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES DE VOUTRÉ le 26 février 2021 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6 mai 2021 ;

**CONSIDÉRANT** que la demande, qui consiste au transfert d'autorisation environnementale au profit de la SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES DE VOUTRÉ :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

- requiert une autorisation préfectorale pour le changement d'exploitant et la constitution de garanties financières.

**CONSIDÉRANT** que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur par courrier du 8 juillet 2021 et que celui-ci a indiqué ne pas avoir d'observations par courriel du 29 juillet 2021 ;

**SUR PROPOSITION** du secrétaire général de la préfecture de la Sarthe ;

## **ARRETE**

**ARTICLE 1 :** La SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES DE VOUTRÉ, dont le siège social est situé Route de Sillé « Le Beausoleil » – 53600 VOUTRÉ, ci-après dénommée l'exploitant, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 04-3150 du 6 juillet 2004, à reprendre les activités d'exploitation de la carrière de l'entreprise LIGÉRIENNE GRANULATS sur le territoire de la commune de DOLLON aux lieux-dits « Les Buttes » et « La Fassière ».

**ARTICLE 2 :** Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 04-3150 du 6 juillet 2004 restent inchangées et l'exploitation du site est réalisée conformément à ces dispositions.

**ARTICLE 3 :** Les prescriptions de l'article 5 de l'annexe 1 de l'arrêté d'autorisation n° 04-3150 du 6 juillet 2004, relative aux prescriptions relatives aux garanties financières est complété comme suit :

*« Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière à chacun des termes de ces périodes est (montant défini avec comme référence l'indice TP01 d'octobre 2020 égal à 109,5)*

- phase 4 – 2019 – 2024 : 62 103 €
- phase 5 – 2024 – 2029 : 63 415 €
- phase 6 – 2029 – 2034 : 98 931 € »

**ARTICLE 4 :** A réception de cet arrêté, le nouvel exploitant transmet l'acte de cautionnement relatif aux garanties financières, actualisé avec le dernier indice TP01 en vigueur.

## **ARTICLE 5 : PUBLICITÉ**

En vue de l'information des tiers :

- une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de DOLLON et peut y être consultée ;
- un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie de DOLLON pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de la préfecture en Sarthe ([www.sarthe.gouv.fr](http://www.sarthe.gouv.fr)), pendant une durée minimale de quatre mois.

## **ARTICLE 6 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes :

1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement, dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **ARTICLE 5 – POUR EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, la sous-préfète de l'arrondissement de MAMERS, le maire de DOLLON, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire et l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

**LE PRÉFET**

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général.

Éric ZABOURAEFF

